



**PRÉFET
DES ALPES-
DE-HAUTE-
PROVENCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**SECRETARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ
Bureau des affaires juridiques et du droit de l'environnement**

Digne-les-Bains, le **11 AOUT 2023**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2023- 223-001

Portant enquête publique préalable au projet de demande de permis de construire une centrale photovoltaïque sur le territoire de la commune de Redortiers au lieu-dit « Couravoune »

LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants ;
- VU** le code forestier, notamment ses articles L.341-1 et suivants et R.341-1 à R.341-7 ;
- VU** le code de l'urbanisme, notamment les articles L.422-2 et R.423-57 ;
- VU** la carte communale de Redortiers approuvée le 17 mars 2023 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 2021 fixant les caractéristiques et dimensions de l'avis d'enquête publique ;
- VU** la demande de permis de construire n°004 159 19 00001 déposée en mairie de Redortiers, déclaré complet le 9 septembre 2019, par la société « SolaireParcMP072 » en vue de la construction d'une centrale photovoltaïque au lieu-dit « Couravoune » à Redortiers ;
- VU** l'absence d'avis de la mission régionale de l'autorité environnementale Provence-Alpes-Côte-D'azur sur l'étude de l'incidence environnementale du projet ;
- VU** le dossier joint à l'appui de ces demandes comportant notamment une étude d'impact ;
- VU** la prescription de diagnostic archéologique de la Direction régionale des affaires culturelles du 13 février 2023 ;
- VU** l'avis favorable du service départemental d'incendie et de secours du 2 mars 2023 ;
- VU** l'avis favorable du maire de la commune de Redortiers du 29 mai 2019 ;
- VU** l'avis favorable sous conditions du conseil national de la protection de la nature du 12 mars 2020 ;
- VU** la lettre de la direction départementale des territoires du 13 avril 2023 proposant de soumettre la demande de permis de construire précitée à enquête publique ;
- VU** la décision n° E23000034/13 du 4 mai 2023 de la présidente du tribunal administratif de Marseille désignant M. Jérôme Luccioni, Ingénieur Agronome, en qualité de commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique visée ci-dessus ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-167-004 du 16 juin 2023 d'ouverture d'enquête publique ;

VU le courrier du 18 juillet 2023 de M. Jérôme Luccioni faisant part d'un conflit d'intérêt par rapport à l'enquête prescrite ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-201-001 du 20 juillet 2023 abrogeant l'arrêté préfectoral n°2023-167-004 ;

VU la décision n° E23000034/13 du 26 juillet 2023 nommant Mme Marie-Jeanne Gotta-Kervégant, en qualité de commissaire enquêtrice chargée de conduire l'enquête publique visée ci-dessus et de remplaçante de M. Jérôme Luccioni ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de soumettre cette demande aux formalités d'enquête publique prescrites par les textes susvisés ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : L'enquête publique est ouverte du lundi 25 septembre 2023 à 13h30 au jeudi 26 octobre 2023 à 18h.

ARTICLE 2 : La demande de la société « SolaireParcMP072 » en vue d'obtenir un permis de construire une centrale photovoltaïque sur le territoire de la commune de Redortiers est soumise à enquête publique. Les demandes et le dossier d'enquête publique sont déposés à la mairie de Redortiers et sont consultables sur le site des services de l'État dans les Alpes-de-Haute-Provence.

ARTICLE 3 : Mme Marie-Jeanne Gotta-Kervégant est désignée en qualité de commissaire enquêtrice.

La commissaire enquêtrice conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet et de participer effectivement au processus de décision en lui permettant de présenter ses observations et propositions.

ARTICLE 4 : Ce projet, situé sur la commune de Redortiers au lieu-dit « Couravoune » concerne une demande de permis de construire déposée le 9 septembre 2019 n° 004 159 19 00001.

Le parc d'une superficie de 5,07 ha est implanté sur les parcelles E 159 et E 177. Pour assurer la conversion, le transport et la livraison un poste de livraison et un poste de transformation pour une surface totale de 78m² sont prévus. A cela s'ajoutent deux citernes rigides d'une capacité de 60 m³ chacune qui seront installées sur une plateforme, elles sont équipées d'une plateforme d'aspiration capable d'accueillir les engins du service d'incendie et de secours. La puissance envisagée est d'environ 5,7 MWc.

Toutes informations peuvent être sollicitées auprès de la société « SolaireParcMP072 », représentée par M. Olivier DELEIGNE, 345 avenue Wolfgang Amadeus Mozart, CS 90765, 13617 Aix-en-Provence cedex 1, olivier.deleigne@engie.com.

Un avis publié en caractères apparents annonçant cette enquête est affiché quinze jours au moins avant son ouverture, soit au plus tard le 10 septembre 2023 et pendant toute la durée de celle-ci, aux frais du demandeur (fourniture des affiches adéquates). La publication est assurée :

- par les soins du maire de Redortiers dans les lieux habituels d'affichage de la commune,
- par la société « SolaireParcMP072 » sur le site ou à son entrée, de manière à être visible de la voie publique.

Il est justifié de l'accomplissement de cette mesure de publicité par des attestations du maire et de la Sté « SolaireParcMP072 » adressées à Mme la commissaire enquêtrice et au bureau des affaires juridiques et du droit de l'environnement, à l'issue de l'enquête publique.

En application de l'article R.123-11 du code de l'environnement, l'avis susmentionné et portant les indications mentionnées à l'article R.123-9 dudit code sera affiché selon les modalités ci-dessous.

Les affiches mises en place par la commune de Redortiers et par la société « SolaireParcMP072 » sur le site de l'opération mesurent au moins 42 x 59,4 cm (format A2). Elles comportent le titre « avis d'enquête publique » en caractères gras, majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R. 123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune.

Un avis est également inséré par le préfet des Alpes-de-Haute-Provence, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux diffusés dans le département des Alpes-de-Haute-Provence :

- une première fois, quinze jours avant l'ouverture de l'enquête soit au plus tard le 10 septembre 2023 ;
- une deuxième fois dans les huit premiers jours de l'enquête, soit entre le 25 septembre 2023 et le 2 octobre 2023 inclus.

Les informations relatives à l'enquête publique sont mises en ligne sur le site internet des services de l'État dans les Alpes-de-Haute-Provence : www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr rubrique : Publications/Appels à projet – Consultations/Enquêtes publiques, autorisation et avis/commune de Redortiers.

ARTICLE 5 : Les pièces du dossier sont déposées en mairie de Redortiers (Le Contadour, 04150 Redortiers) pendant la durée de l'enquête publique et seront consultables aux horaires d'ouverture de la mairie soit les lundis de 13 h 30 à 17 h 00 (sauf jours fériés).

Il est recommandé que le public se munisse de son matériel d'écriture (stylo). Le respect des gestes, barrière est obligatoire dans les locaux de la mairie.

ARTICLE 6 : Dans le même temps, un registre à feuillets non mobiles paraphés par le commissaire enquêteur est déposé à la mairie de Redortiers pendant la durée de l'enquête, afin que chacun puisse y consigner éventuellement ses observations et propositions. Il est également possible de les adresser par écrit, dans le même délai, à Mme la commissaire enquêtrice en mairie de Redortiers (Le Contadour, 04150 Redortiers) ou à l'adresse suivante pref-environnement@alpes-de-haute-provence.gouv.fr en précisant dans l'intitulé l'objet et le lieu de l'enquête publique.

Toute personne peut consulter ces observations sur le site internet des services de l'État dans les Alpes-de-Haute-Provence www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr dans la rubrique : Publications/Appels à projet – Consultations/Enquêtes publiques, autorisation et avis/commune de Redortiers.

La commissaire enquêtrice sera présente en mairie de Redortiers les :

- lundi 25 septembre de 13 h 30 à 17 h,
- samedi 7 octobre de 9 h à 13 h,
- mercredi 18 octobre de 14 h à 18 h,
- jeudi 26 octobre de 14 h à 18 h.

Toute personne peut, sur sa demande, obtenir communication du dossier d'enquête publique, des observations du public, sur support papier et à ses frais auprès du préfet des Alpes-de-Haute-Provence

dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête ou gratuitement sur le site internet des services de l'État dans les Alpes-de-Haute-Provence www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr dans la rubrique Publications/Appels à projet – Consultations/Enquêtes publiques, autorisation et avis/commune de Redortiers.

ARTICLE 7 : Pendant l'enquête publique, si la personne responsable du projet estime nécessaire d'apporter à celui-ci des modifications substantielles, le préfet des Alpes-de-Haute-Provence peut, après avoir entendu la commissaire enquêtrice, suspendre l'enquête pendant une durée maximale de six mois. Cette possibilité de suspension ne peut être utilisée qu'une seule fois.

Pendant ce délai, le nouveau projet, accompagné de l'étude d'impact et du rapport environnemental intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale, en l'espèce la mission régionale de l'autorité environnementale PACA. A l'issue de ce délai et après que le public ait été informé des modifications apportées dans les conditions définies à l'article L.123-10 du code de l'environnement, l'enquête sera prolongée d'une durée d'au moins trente jours.

ARTICLE 8 : Par décision motivée, la commissaire enquêtrice peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de 15 jours, notamment lorsqu'elle décide d'organiser une réunion d'information et d'échanges avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête.

ARTICLE 9 : A l'expiration du délai fixé à l'article 1, le registre d'enquête déposé à la mairie de Redortiers est clos et signé par la commissaire enquêtrice. Dans les 8 jours suivant la clôture de l'enquête, la commissaire enquêtrice rencontre le responsable du projet et lui communique les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de 15 jours pour produire des observations.

ARTICLE 10 : La commissaire enquêtrice rend un rapport unique qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Elle établit des conclusions motivées pour la demande d'autorisation de construire dans un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête. Un délai supplémentaire pour rendre ses conclusions et son rapport peut lui être accordé par le préfet sur sa demande.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet.

La commissaire enquêtrice consigne dans une présentation séparée ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

La commissaire enquêtrice transmet au préfet des Alpes-de-Haute-Provence le registre et pièces annexées avec son rapport et ses conclusions motivées. Elle envoie simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la présidente du tribunal administratif de Marseille.

Dès réception, la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence adresse une copie de ce rapport et des conclusions :

- à la commune de Redortiers,
- à la société « SolaireParcMP072 ».

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice sont publiés sur le site internet des services de l'État dans les Alpes-de-Haute-Provence www.alpes-de-haute-provence.gouv.fr dans la rubrique Publications/Appels à projet – Consultations/Enquêtes publiques, autorisation et avis/commune de Redortiers dans un délai maximal de 7 jours après leur réception et pendant un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

Toute personne pourra prendre connaissance en mairie ou au bureau des affaires juridiques et du droit de l'environnement du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice.

ARTICLE 11 : Au vu des conclusions de la commissaire enquêtrice, la personne responsable du projet peut, si elle l'estime souhaitable, apporter à celui-ci des changements qui en modifient l'économie générale et demander au préfet des Alpes-de-Haute-Provence d'ouvrir une enquête complémentaire portant sur les avantages et inconvénients de ces modifications, pour le projet et pour l'environnement.

Dans le cas d'une enquête publique complémentaire, conduite selon les dispositions de l'article R.123-23 du code de l'environnement, le point de départ du délai qui s'impose au préfet des Alpes-de-Haute-Provence pour prendre sa décision après clôture de l'enquête est reporté à la date de clôture de la seconde enquête.

Avant l'ouverture de l'enquête publique complémentaire, le nouveau projet accompagné de l'étude d'impact et du rapport environnemental intégrant ces modifications est transmis pour avis à l'autorité environnementale, la mission régionale de l'autorité environnementale PACA.

ARTICLE 12 : Cette enquête publique a pour objet d'informer le public et de recueillir ses observations afin de permettre au préfet des Alpes-de-Haute-Provence de disposer de tous les éléments nécessaires à son information avant de statuer par voie d'arrêté préfectoral sur la demande d'autorisation de construire déposée par la société « SolaireParcMP072 » en vue de la création d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Redortiers.

ARTICLE 13 : Le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, la Directrice départementale des territoires des Alpes-de-Haute-Provence, le Maire de la commune de Redortiers et la commissaire enquêtrice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la société « SolaireParcMP072 ».

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Paul-François SCHIRA

